
1918

*Les 1re et 2e interventions
ont paru pour la première fois en
1928 dans la revue
«Prolétarskaïa Révolioutsia» n°
2 ; la 3e intervention parue pour
la première fois en 1922 dans les
Œuvres de N. Lénine (V.
Oulianov), t. XV
Conforme à l'exemplaire
manuscrit du procès-verbal*

*Œuvres t. 26, pp. 551-552,
Paris-Moscou*

Lénine

Interventions au comité central du P.O.S.D.(b)R.

18 février 1918, séance du matin [1]

Procès-verbal

1

Question figurant à l'ordre du jour : l'offensive allemande. A. Lomov (G Oppokov) propose de remettre la discussion.

Le camarade Lénine est contre, mais suggère une limitation du temps de parole (5 minutes aux orateurs des fractions).

2

Décision ayant été prise de discuter la question, N. Boukharine propose d'accorder la parole à un plus grand nombre d'orateurs.

Le camarade Lénine intervient contre cette proposition et suggère de ramener la question au point de savoir s'il faut ou non envoyer un télégramme proposant la paix et de donner la parole pour et contre.

La suggestion de Lénine est adoptée.

3

L. [Trotski](#) se prononce contre l'envoi d'un télégramme proposant la paix.

Le camarade Lénine (pour la proposition de paix). Le vote d'hier a été particulièrement caractéristique : tout le monde a reconnu la nécessité de la paix s'il ne se produit pas de mouvement en Allemagne et si une offensive est déclenchée [2]. On se demande si les Allemands ne méditent pas une offensive pour renverser le Gouvernement soviétique. La situation nous impose d'agir. Si l'offensive de l'impérialisme devient tout à fait manifeste, nous serons tous pour la défense et on pourra l'expliquer au peuple. Si l'offensive commence maintenant et si nous nous mettons, après cela, à donner des explications aux masses, nous créerons une confusion plus grande qu'en négociant tout de suite la prolongation de l'armistice. Il n'y a pas une heure à perdre, car les masses ne comprendraient pas cette façon de poser la question. Ou nous faisons la guerre révolutionnaire pour la socialisation du sol, et alors les masses nous comprendront, ou nous négocions la paix.

Notes

Les notes rajoutées par l'éditeur sont signalées par [N.E.]

[1]. A la séance du matin du C.C. le 18 février 1918 fut discutée la question de l'offensive allemande et de l'envoi au gouvernement d'Allemagne d'un télégramme annonçant que la Russie était prête à signer la paix.

La déclaration de Trotski à Brest-Litovsk sur le refus de signer le traité de paix servit de prétexte aux Allemands pour lancer leur offensive. Le 16 février 1918 à 19 h 30 le commandement allemand déclara officiellement aux représentants soviétiques à Brest-Litovsk que le 18 février à 12 heures l'armistice prendrait fin et que l'état de guerre recommencerait. Selon l'accord d'armistice signé à Brest-Litovsk le 2 (15) décembre 1917, les parties étaient, tenues, au cas où l'une d'elles voudrait annuler l'accord, d'en faire part à l'autre signataire sept jours avant l'ouverture des hostilités. Le commandement allemand viola cette clause. Le gouvernement soviétique protesta auprès du

gouvernement allemand. Aucune réponse ne suivit. Le matin du 18 février, on apprenait que les troupes allemandes s'ébranlaient.

A la séance du C.C., Trotski et Boukharine se prononcèrent contre la proposition de Lénine d'envoyer immédiatement un télégramme au gouvernement allemand ; Zinoviev soutint cette proposition, qui fut mise aux voix. 6 personnes votèrent pour, 7 contre. Il fut décidé de convoquer une séance du C.C. le lendemain à 2 heures de l'après-midi. Mais à cause de l'offensive allemande, elle ne fut réunie que le 18 février au soir. [N.E.]

[2]. Il s'agit de la réunion du C.C. le 17 février au soir où fut discutée la question d'une éventuelle offensive allemande. Cinq membres du C.C. (Lénine, Staline, [Sverdlov](#), [Sokolnikov](#), [Smilga](#)) votèrent pour la proposition de Lénine de reprendre immédiatement les pourparlers de paix avec l'Allemagne ; six membres (Trotski, Boukharine, Lomov, Ouritski, Ioffé, Krestinski) votèrent contre. Mais lorsque la question fut ainsi posée «Si l'offensive allemande est un fait et s'il n'y a pas de poussée révolutionnaire en Allemagne et en Autriche, signons-nous la paix ?», Trotski répondit par l'affirmative. Boukharine, Lomov, Ouritski et Krestinski s'abstinrent. Ioffé vota contre. Ainsi, cette proposition fut adoptée à la majorité des voix. [N.E.]
